



Samarcande AMO

Diagnostic social 2020

Sommaire

1- Démarche d'alimentation et d'écoute

| | |
|---|------|
| a- Fondamentaux du service | p.2 |
| b- Evaluation et enseignements des actions écoulées | p.4 |
| c- Premières options stratégiques | p.12 |
| d- Prospection : 17 sujets de travail | p.13 |

2- Démarche d'analyse

| | |
|--|------|
| a- Adéquation, pertinence, faisabilité | p.17 |
| b- 11 hypothèses d'actions | p.27 |

3- Démarche de décision

| | |
|--|------|
| a- Choix parmi les hypothèses d'actions | p.38 |
| b- Caractérisation des 3 actions qui seront mises en œuvre | p.39 |

4- Plan d'action final : voir la note de synthèse

Avertissement : ce document est long et peu accessible à l'éventuel lecteur. En effet la méthode de travail a nécessité que les éléments des premières étapes soient systématiquement repris dans les étapes suivantes. Cela donne un document de travail utile à l'équipe de Samarcande dans la construction de ses prochaines actions collectives de prévention éducative et de ses actions de prévention sociale, mais parfois redondant.

a- Fondamentaux du service

Notre service AMO existe depuis la fin des années 80. Un de ces fondamentaux est **l'utilisation du collectif dans son travail social**. Avant même d'avoir un bureau, Samarcande développait des activités collectives avec les ados dans le quartier de la rue Gray, à cheval sur deux communes. Cette importance donnée à la construction de groupes de jeunes perdure jusqu'à aujourd'hui.

L'approche est d'ailleurs plus sociologique que psychologique. En effet, que l'on s'intéresse à la jeunesse, à tel ou tel groupe de jeunes ou à un jeune en particulier, nous mettons en avant les mécanismes sociaux qui déterminent sa trajectoire plutôt que les caractéristiques individuelles des jeunes. Ce faisant, nous ne cherchons pas à nier les personnalités et les compétences de chaque individu, bien au contraire : nous cherchons l'origine des situations problématiques dans le social, afin que la faute ne pèse pas sur les personnes mais sur les institutions dans lesquelles elles évoluent. L'école, la police, les services sociaux, la politique urbaine, la gestion de l'espace public, seront autant de sujets abordés au niveau collectif et communautaire pour que l'environnement des jeunes leur soit chaleureux, accessible, familial, compréhensible.

A cet égard, Samarcande souhaite que l'institution, **les institutions, s'adaptent aux besoins des jeunes** plutôt que l'inverse. C'est aux institutions de s'occuper de la jeunesse et de faire le chemin vers les jeunes. Ce sont avant tout les jeunes qu'elles doivent défendre. Elles sont dans l'erreur lorsqu'elles relaient les inégalités sociales, et notamment scolaires, qui pèsent sur les jeunes vulnérables.

L'approche individuelle est arrivée, à Samarcande, dans un second temps mais a donné lieu à des prises de position fermes de la part du service. Nous utilisons et valorisons très fort **le secret professionnel**. Le contexte de lutte contre le radicalisme a produit des brèches dans la déontologie des travailleurs sociaux, qui peuvent désormais devenir un des agents de la politique sécuritaire. Samarcande s'inscrit **contre les visées sécuritaires** qui président à l'établissement du 458ter, des concertations de cas, à l'abaissement de l'âge pour recevoir une SAC etc.

Nous reconnaissons que certains jeunes sont étiquetés négativement : ils sont dangereux, ils sont une composante violente de la société, ils vont devenir des adultes incapables de partager les valeurs de la société, ou bien ils sont perdus, loin de tout, ils ont complètement décroché. Cette vision de la jeunesse est pour nous **une forme d'hygiénisme social que nous n'acceptons pas** : comment des adolescents qui n'ont pas encore pris leur pleine place dans la société peuvent-ils être ainsi étiquetés sans que cette étiquette n'impacte négativement leur trajectoire et leur place dans cette société ? Les catégories qui séparent les jeunes et les fixent dans des identités négatives sont vues comme nocives : NEETs, jeunes incasables, délinquants etc.

Au contraire la jeunesse a besoin d'une ouverture du champ des possibles, elle a besoin de **faire des expériences**, sans devoir forcément en tirer un diplôme ou une qualification objective. Elle a, selon nous, besoin de **temps improductif**.

Samarcande considère qu'il est de sa responsabilité d'accueillir les jeunes que l'on se renvoie d'institutions en services, d'école en école etc, avec une relation et une proximité qui leur conviennent à eux, dans un style détendu et efficace. Leur parole est prise en compte, elle est valable, c'est la première compétence de chaque jeune que de savoir raconter son histoire, au micro ou hors micro. A partir de là, charge à nous de l'aider à agir autour de lui et à développer son agir dans les sphères où il peut se sentir responsable de sa vie.

En résumé, Samarcande peut considérer comme fondamentaux :

- la fidélité à un travail social de prévention orienté vers la satisfaction des besoins des jeunes (reconnaissance, prise de responsabilité, découverte d'univers, apprentissages, et tous les besoins matériels vécus au quotidien), et pas vers la satisfaction des besoins supposés de la société en sécurité ou en homogénéité culturelle,
- la critique envers les institutions (c'est-à-dire les structures comme les écoles, les services d'aide sociale, les conseils communaux etc) qui produisent ou relaient la violence sociale, économique et culturelle que les jeunes vulnérables subissent,
- l'engagement envers un travail social tout terrain peu institutionnalisé : relation éducative satisfaisante pour les jeunes, travail hors du bureau, importance de l'oral, et de l'informel.

Ces fondamentaux ont amené Samarcande à choisir :

- la radio comme un outil éducatif et de prévention sociale de premier ordre,
- les activités collectives comme support important de la relation éducative,
- la défense des droits et besoins des jeunes comme sujet primordial des actions de prévention.

b- Evaluation et enseignements des actions écoulées

| NOM DE L'ACTION | AVANT L'ACTION | L'ACTION | APRES L'ACTION |
|---------------------|---|---|--|
| Soutien Parentalité | Constat d'une demande croissante des parents d'avoir une aide. Notre approche globale est réservée aux jeunes donc nous avons découpé les situations des parents entre ce qui est de l'ordre de la relation éducative et ce qui est de l'ordre de la vie des adultes (couple, logement etc) en niant en toute connaissance de cause l'imbrication de ces éléments, pour des raisons de temps de travail disponible et de missions. Nous avons voulu donner une possibilité aux morceaux de situations pas accueillies par l'AMO une opportunité de s'exprimer et de se travailler dans le réseau avec les acteurs adéquats. | Etat des lieux des projets à l'adresse des parents sur Etterbeek et création d'un site internet répertoire pour faciliter les orientations des parents entre les différents services, les différents projets. | Il n'y a pas eu d'évaluation pour regarder les effets. On ne sait pas si le site est à jour et utilisé. On peut supposer que les phases de réunions préparatoires ont permis à des travailleurs de conscientiser l'offre de service. Une évaluation serait à prévoir, éventuellement par le PCS ? |
| les SAC | La pensée sécuritaire est établie et prend le dessus sur la nécessité de l'épanouissement des personnes dans les moyens pour atteindre une société stable et sécuritaire. Les politiciens organisent ou se font le relais de cette pensée sécuritaire. Ils votent au fédéral la possibilité pour les communes d'abaisser l'âge minimal pour recevoir une sanction de 16 à 14 ans. Les communes ont le choix d'appliquer ou pas. | Samarcande s'est auto mobilisée. Plaidoyer politique pour éviter que la commune d'Etterbeek et d'autres sur la RBC n'utilisent cette possibilité offerte par le fédéral. Sensibilisation des travailleurs sociaux sur la question. Conférence de presse. Réalisation d'un jeu de sensibilisation pour les jeunes et les familles. Volonté de mettre en œuvre une cellule de veille (non aboutie). | Les communes de droite ont abaissé l'âge. Etterbeek aussi mais n'a a priori jamais donné de SAC à des moins de 16 ans, mais la possibilité est là. La cellule de veille n'a donc pas trouvé à "se nourrir". Pas de fin officielle de ce projet. Le positionnement de Samarcande a été clair, explicite et partagé par le secteur sur cette question politique. |
| St Antoine | Les relations entre les jeunes et d'autres groupes de personnes qui fréquentent ou habitent la place sont tendues. Une voiture brûle. Les usages entrent en confrontation : le bruit, la nuit, le sentiment d'insécurité, les incivilités réelles, la confrontation interculturelle. Les associations de cohésion sociale s'emparent du sujet pour | L'action est multiple. Interpellation du conseil communal, goûter flambé sur la place, réalisation d'une campagne d'affichage avec les jeunes, les habitants, les assos. Mise en dialogue des différents groupes via une première utilisation de la MAG à Samarcande. Travail porté en réseau avec 3 associations. | Difficile à dire car l'action a plus de dix ans et n'a pas été portée par des personnes encore présentes dans l'équipe ou dans le réseau à l'heure actuelle. Sentiment d'avoir fait là une action communautaire de quartier typique qui a parlé de plein de sujets : police, image des jeunes, rapport entre les groupes sociaux, |

| | | | |
|--------------------------|---|--|--|
| | faciliter la vie en communauté et défendre la place des jeunes dans l'espace public qui est attaquée par la commune. | | légitimités différentes dans l'utilisation de l'espace public... |
| Cartes mentales et BXL X | Les jeunes subissent des freins à la fréquentation et à l'utilisation d'espaces culturels qui leur sont pourtant officiellement accessibles : salles de concert, de cirque, théâtres, centres culturels etc. Ces freins sont notamment dits « psychologiques », c'est-à-dire qu'ils résident dans la capacité de chacun à pousser la porte d'un univers inconnu. A cela s'ajoute la question de la mobilité, avec certaines catégories de la population qui fréquentent de manière exclusive leur propre quartier d'habitation quand d'autres sont à l'aise dans la Région. | Une première étape de l'action a été de participer à l'étude d'Inter Environnement Bruxelles « Jeunes en ville, Bruxelles à dos » qui objectivent la capacité des adolescents à se mouvoir dans la Région selon leur commune (et donc leur niveau d'insertion socio-économique) d'habitation. A la suite des conclusions de l'étude, assez évidentes (les jeunes issus de communes pauvres connaissent leur quartier principalement, les jeunes issus de communes riches connaissent bien la Région et les opportunités qu'elle contient), Samarcande organise plusieurs éditions du jeu Bruxelles X où des jeunes issus des associations de jeunesse de la toute la Région participent à un jeu de découverte des lieux et pratiques culturels et sportifs à l'échelle régionale. Le jeu dure une journée et permet à ces groupes de découvrir le réseau de la STIB en même temps que les structures culturelles. | Bruxelles X est un projet qui permet très concrètement à une centaine de jeunes par édition (et leurs animateurs), de visiter en une journée trois à quatre institutions, préparées spécialement pour les recevoir, avant de se retrouver tous ensemble dans un lieu public. Ce résultat très concret et très positif est rendu possible par une fameuse mise en réseau de structures jeunesse (une quinzaine sur la Région) et autant de structures culturelles (ou sportives). Cette mise en réseau est complexe et demande beaucoup de temps de travail pour créer l'évènement à proprement dit. Sa généralisation via la création d'un outil pédagogique a suscité beaucoup d'intérêt de la part de plusieurs types d'acteurs, mais n'a jamais donné lieu à une concrétisation de la même ampleur. |
| Chass'Info | Un découpage institutionnel fabrique des ruptures dans les trajectoires des jeunes qui atteignent la majorité, notamment en ce qui concerne l'enseignement, l'aide à la jeunesse, les aides sociales. Ces ruptures sont aussi vécues au niveau de la transition des jeunes entre les services : malgré le soin apporté à l'orientation parfois nécessaire entre un service et un autre, il semble que les jeunes et les familles ne vont | Le Chass'Info regroupe, au même endroit et au même moment, des travailleurs sociaux et de jeunesse issus de 4 structures différentes : l'AMO, le centre d'information jeunesse, le CPAS, la Mission locale (projet Job étudiant seulement). Les jeunes sont donc accueillis et orientés ICI et MAINTENANT, et ne peuvent donc plus se perdre en chemin. Le focus est mis sur les questions liées aux transitions vers | Environ 1400 demandes uniques annuelles sont reçues au Chass'Info, principalement des demandes d'information traitées rapidement, et des demandes d'accompagnement très rapides dans la réalisation de démarches administratives. Le Chass'Info favorise la connaissance des droits et des institutions qui les font vivre et rend leur accès plus égalitaire. Le Chass'Info s'est en quelque sorte placé comme un médiateur entre |



| | | | |
|---------------------------------|--|---|--|
| | parfois pas au bout de la trajectoire institutionnelle qui leur a été proposée par les travailleurs sociaux et, comme cela est souvent dit « se perdent en route ». Les politiques d'activation et l'endurcissement des relations avec les CPAS et Actiris augmentent cet effet de perte de lien avec les travailleurs sociaux. Or les administrations ont des procédures qui se compliquent, or les jeunes majeurs doivent découvrir plein de nouvelles exigences et responsabilités, et plein de nouvelles opportunités. | l'âge adulte : bourses d'études, finançabilité des études, accès au logement, relations familiales etc. Chaque partenaire intervient avec ses méthodes et visions propres, et les jeunes peuvent donc recevoir une information rapide, un accompagnement à moyen ou long terme, une aide plus technique etc. Le Chass'Info est ouvert tous les après-midis de la semaine dans le quartier animé de La Chasse. | le langage des jeunes et le langage des institutions et administrations. Ouvert à tous, son seuil d'accès est manifestement très bas, mais le Chass'Info est encore plus utile pour les jeunes en voie de désaffiliation qu'il sait attirer et petit à petit informer et éventuellement un jour accompagner si la demande, explicite ou implicite, se réalise. La position des administrations qui numérisent, institutionnalisent leurs rapports à la population est vue au Chass'Info comme une externalisation d'une partie de leur travail que des travailleurs sociaux doivent absolument prendre en compte au risque de faire encore grimper les chiffres du non-recours et la désaffiliation des jeunes paupérisés. |
| Etude IPPJ - No Repère - Livret | La réalisation d'émissions radio individuelles - les Carnets de route - par Samarcande, auprès de jeunes placés en IPPJ, a questionné l'AMO sur l'image dont ces jeunes souffraient dans la société civile et auprès des travailleurs sociaux jusqu'à l'intérieur même des IPPJ. Ces jeunes délinquants seraient peut-être vus comme essentiellement délinquants, là où leur jeunesse même devrait permettre que l'on valorise | Une étude a été menée avec le Centre de Recherche Criminologique de l'ULB. Cette étude a analysé 50 fois 1h d'entretien individuel enregistré pour ressortir les thématiques | |
| Parcours Solidarité | Les évolutions politiques successives ont une tendance à détricoter un système complexe mais utile de solidarité « froide », institutionnelle (aide sociale, santé, chômage). Les évolutions culturelles assimilent l'imaginaire marchand libéral et les êtres humains font sociétés dans la compétition, les solidarités « chaudes », dans la famille, dans la communauté, dans les cercles | Le Parcours Solidarité a une dizaine d'année bientôt. Chaque année ou tous les deux ans il montre, lors d'un évènement éponyme qui a lieu dans l'espace public ou dans des lieux accessibles et ouverts, les différentes réalisations et les différentes questions qui ont animé les associations de cohésion sociale sur la commune pendant l'année ou les deux | L'évènement est devenu un classique. Difficile de toucher la société civile avec les sujets et les réalisations proposés. En revanche les jeunes qui fréquentent l'ASBL à ce moment-là, en partenariat avec des écoles le plus souvent, sont fort investis, et apprécient notamment, selon nous, le mélange de concret et de symbolique que l'action permet. Ils réalisent des |

| | | | |
|-----|--|---|--|
| | <p>restreints, s'en voient elles aussi attaquées. Au milieu de ces évolutions les travailleurs sociaux cherchent à fabriquer des manières d'être ensemble, notamment pour les personnes plus vulnérables. Parler au grand public, favoriser l'expression des plus vulnérables, mettre en débat le besoin de solidarités -, sont les objectifs du Parcours Solidarité.</p> | <p>ans qui précèdent. Cet évènement a un thème (justice climatique, justice migratoire etc) autour duquel s'organise le travail des associations, avec leurs publics respectifs, et selon les méthodes qui sont les leurs respectivement ou en collaboration.</p> | <p>actions concrètes tout en s'adressant via l'expression radio principalement, aux autres jeunes et aux autres associations et à leur public. Partir des sujets individuels pour les socialiser, pour montrer leur composante culturelle, économique, pour y dénicher des enjeux de société : cela demande beaucoup de temps mais produit de beaux « moments éducatifs » chez les participants. Finalement le Parcours Solidarité permet, au niveau communautaire, à une parole solidaire de vivre et de se montrer, mais c'est d'un point de vue éducatif qu'il se montre aussi pertinent.</p> |
| MAG | <p>Le non-recours aux droits augmente. Des services d'aide ne sont pas utilisés par les jeunes. Samarcande fait l'hypothèse que les institutions et les jeunes sont trop souvent dans un rapport de défiance. Parallèlement, Samarcande a créé la permanence « Chass'Info », dont le succès de fréquentation ne se fait pas attendre. Nous cherchons à savoir comment le Chass'Info doit continuer à évoluer pour que son accès reste et devienne plus facile. Quels sujets investir ? Quelle posture d'accueil ? Quels types de réponses apporter ?</p> | <p>Une animation a eu lieu pendant 5 samedis, avec un groupe fixe de 8 jeunes. L'utilisation de Méthode d'Analyse en Groupe - MAG a permis à des récits d'être choisis parmi ceux amenés par le groupe : un récit positif et un récit jugé négatif qui exemplifient le rapport avec des institutions d'aide dédiées aux jeunes. En analysant ces deux récits (un avec le CPMS, l'autre avec le CPAS), le groupe a produit des recommandations envers Samarcande et envers les travailleurs sociaux, dans un rapport écrit par les travailleurs.</p> | <p>Ce rapport existe désormais et comporte des recommandations que Samarcande souhaite prendre en compte dans l'évolution de sa pratique, notamment par rapport au Chass'Info. Comme pour le Parcours Solidarité, l'intérêt éducatif de la démarche est évident, les questions sociales et sociétales ayant été liées aux récits individuels des jeunes. Nous savons désormais que constituer des groupes de jeunes stables pour réaliser une méthode si contraignante est possible. La rédaction du rapport aurait pu être confiée à une personne extérieure car son écriture à 6 mains en interne a été un processus trop lourd.</p> |

<<< Bilan de ce tableau, en termes d'évaluation des actions passées et d'enseignement à en tirer >>>

- Types de constats faits et d'analyse portée par Samarcande :

Samarcande est toujours portée sur une analyse holiste des situations. Les acteurs et groupes d'acteurs sont certes reconnus comme tels, ils peuvent effectivement changer la situation jugée désagréable ou injuste. Mais principalement ils sont le fruit de déterminismes sociaux, de mécaniques sociales qui produisent les dites situations. Il s'agit donc de ne pas faire porter la faute aux personnes lorsque des situations difficiles sont rencontrées. Les institutions en revanche sont critiquées, de manière générale, pour leurs difficultés à prendre des responsabilités que Samarcande estime être de leur côté. Samarcande tend vers une vision de l'autorité publique qui doit être assez forte pour prendre beaucoup de responsabilités et garantir la justice, l'équité et la place de chacun. Concernant les individus, ils sont en revanche vus comme les responsables potentiels de l'avenir et acteurs du changement face aux mécaniques sociales injustes qui ont pu s'imposer.

Les constats réalisés concernent des droits non-respectés, des refus d'égalité dans l'accès à certaines ressources. Les constats sont parfois mordants sur le sort qui est réservé aux jeunes issus de milieu populaire et à leurs familles. L'exigence d'un haut niveau d'équité sociale est palpable : la répartition inégale du capital économique, injuste en soi, ne peut absolument pas justifier d'autres inégalités qui en découlent : dans les relations avec les administrations, dans le partage de l'espace public, dans l'accès à l'enseignement, à l'emploi, aux activités de loisir etc.

- Types d'éléments concrètement mobilisateurs :

- Une insatisfaction ressentie par l'équipe ;
- Une évolution des demandes reçues, avec la prudence de reconnaître que nous sollicitons aussi les demandes que nous recevons selon où et comment nous nous rendons accessibles ;
- Une évolution légale, un courant politique néfaste, des prises de position publique par des acteurs médiatisés ;
- Une situation cachée injuste ou peu encline à assurer l'épanouissement des jeunes, dans les institutions qu'ils fréquentent ;
- Une sollicitation du réseau associatif ou des AMO ;
- Rarement une demande d'un groupe de jeunes.
- De manière générale un sentiment d'injustice dans le service ou autour, une colère.

- Mécanismes sur lesquels on a voulu jouer :

- Freins ou blocages psychologiques présents chez les jeunes qui créent le repli, prophéties auto-réalisatrices liées aux étiquettes et aux appartenances sociales et culturelles ;

- Image des jeunes dans la société : ils ne sont pas une catégorie de personnes incompréhensibles et dangereuses, ils sont des presque adultes aux besoins particuliers, notamment celui de communiquer avec les adultes pour avancer dans leurs trajectoires ;

- Freiner l'application de lois liberticides, de positions politiques nocives émanant d'autorités publiques : commune, fédéral.

- Améliorer les postures des personnes dans les structures du travail social, y compris l'AMO, y compris Samarcande, pour faire évoluer ces structures vers plus d'adaptation aux besoins des jeunes, notamment en matière d'écoute, d'expression, de valorisation.

- Améliorer les relations locales entre les jeunes et les autres groupes sociaux : autres habitants, police etc. Favoriser l'acceptation des jeunes dans l'espace public et son adaptation à leurs besoins et usages spécifiques.

- Différentes volontés de changement, différents impacts visés :

- Une meilleure communication entre les groupes sociaux ;

- Améliorer l'image des jeunes, en valorisant leurs compétences, donner envie d'entrer en relation avec eux et de les comprendre ;

- Changer des lois, augmenter la sensibilité aux lois liberticides et développer la connaissance de leur fonctionnement concret ;

- Changer des postures professionnelles, de politiciens, de travailleurs sociaux ;

- Développer dans la société l'idée de justice, d'égalité ;

- Créer des nouvelles structures pour faire face aux nouveaux besoins ;

- Conscientiser, au niveau des acteurs, des jeunes, la place du Social dans les histoires individuelles.

- Typologie d'actions menées :

- Formation, sensibilisation ;

- Expression, triangulation, débat ;

- Animations, activités collectives éducatives et de loisirs, jeux ;

- Méthode d'Analyse en Groupe

- Adaptation de la posture, du projet éducatif, des projets de Samarcande ;

- Plaidoyer, interpellation ;

- Création de structures nouvelles ;

- Création et animation de réseaux ou de sites web ;
- Etudes universitaires ou non universitaires et diffusion via des outils pédagogiques ;
- Evènements socioculturels de diffusion, dans l'espace public ;
- Faire tourner une pièce de théâtre ;
- Rédaction d'un rapport.

- Résultats concrets mesurés, quantitatifs et qualitatifs :

- BXL X : plusieurs éditions = probablement 300 jeunes bruxellois qui ont pu découvrir de facto des pratiques, lieux et espaces nouveaux ;
- 2 outils pédagogiques (BXL X, Livret IPPJ) et 3 études (cartes mentales, IPPJ, MAG) ;
- Résultats à un niveau individuel des jeunes ayant participé aux projets communautaires ;
- Amélioration de l'atmosphère en rue place St Antoine (a priori) ;
- Une nouvelle structure créée, le Chass'Info, qui reçoit 1400 demandes annuelles ;
- 100 futurs travailleurs sociaux intéressés à la question des marges éducatives, y compris dans les institutions les plus contrôlantes ;
- Peu de facilité à mesurer le résultat d'un évènement annuel de réseau etterbeekois, de quelques évènements ponctuels de diffusion, à l'adresse de la société civile ;

- Effets positifs constatés :

- Intégration de Samarcande dans des réseaux utiles par ailleurs (financement, accompagnement psycho-social, opportunités de projets collectifs) ;
- Définition explicite des positions de Samarcande pour elle-même, envers son public et son réseau ;
- Constitution d'un axe, avec d'autres acteurs, de défense d'un rapport ouvert de la société à ses jeunes en FWB, en RBC et d'un contre-pouvoir communal à Etterbeek;
- Evolution d'une partie du monde professionnel, du travail social, et développement d'un regard curieux et plus ouvert aux jeunes ;
- Participation concrète de centaines de jeunes : jeu BXL X, émissions radio, différentes interventions dans le secteur social (intergénérationnel, migrants, SDF etc) ;
- Liens entre terrain et université ;

- Manquements constatés :

- L'évaluation des actions devrait être plus vite intégrée aux projets, sinon elle est laissée de côté et Samarcande ne peut pas capitaliser sur son expérience ;

- Les projets communautaires n'ont pas toujours été menés avec des jeunes, l'occasion de s'investir aux différentes étapes n'a pas été proposée de manière régulière.

- Sentiment général :

- Une approche communautaire assez tournée vers la notion d'image des jeunes et son amélioration via la diffusion via la diffusion des propos de jeunes enregistrés, pour donner à voir une image plus juste et nuancée. D'un autre côté une approche assez intellectuelle avec l'université. Enfin une approche qui parient sur les réseaux qui peuvent exister autour des jeunes.

- Donc à part en radio ou lors des évènements à leur adresse, les jeunes ne participent pas au premier plan des actions de prévention sociale de Samarcande. Il y a pourtant cette culture des activités collectives qui a pu amener les jeunes à participer à des actions concrètes hors de l'accompagnement individuel. Et l'expérience de la MAG qui leur a permis de produire des connaissances mais qui n'a pas donné lieu à une action précise.

- Globalement, le communautaire à Samarcande n'a pas été orienté vers la production de résultats précis pour la condition des jeunes (= par exemple la modification des pratiques de non réinscription dans telle école), mais plutôt vers l'adaptation de logiques sociales plus générales (= typiquement, l'image des jeunes).

- Les valeurs de Samarcande sont sensibles dans les projets, mais elles ne sont pas nécessairement confrontées aux jeunes de manière explicite. Elles servent à produire des projets que les jeunes ne coproduisent pas.

c- Premières options stratégiques pour la suite :

- Favoriser la **participation des jeunes** à la construction de certains projets (volonté de Samarcande depuis au moins le GT « Place des jeunes » en 2017), intégrer ces projets dans les actions collectives ;
- Garder une position critique envers les **logiques de domination** et les relais actifs de la violence (déjà réaffirmée par l'équipe en séminaire de janvier 2019) ;
- Développer une capacité de **plaidoyer** plus politique en investissant les fédérations, les mouvements, les organisations, les relations avec le monde politique, autour des éléments importants à défendre pour la jeunesse, à préciser et prioriser parmi ces grandes thématiques :
 - (1) approche préventive pour lutter contre le **tournant sécuritaire**, notamment le développement de la surveillance extrême liée aux craintes de radicalisme,
 - (2) faciliter les **transitions** et la prise de responsabilités des jeunes dans leur propre vie : ne pas décider pour eux (orientations, études), donner un droit à l'échec et aux expériences, faciliter l'accès à un logement,
 - (3) développer des actions envers « les jeunes », ou « l'adolescence » et non pas envers « les jeunes issus de l'immigration », « les incasables », « les NEETS », etc, tout en maintenant l'attention à ce que les jeunes les plus en mesure de saisir les opportunités ne s'accaparent pas la totalité des opportunités, y compris dans l'AMO ;
- **Solliciter les structures jeunesse**, faire le tour des associations et services présents sur la commune pour entendre leur vision des enjeux auxquels des projets communautaires devraient s'intéresser (= ce qu'était probablement le diagnostic social à la base, avant de devenir une machinerie plus complexe)
- Concevoir des projets avec une dose de **réussite concrète** perceptible, avec des changements opérationnels réels, à une échelle prenable.
- Répondre à des **appels à projets ponctuels** pour financer des actions communautaires ponctuels, et animer des **projets sur le long terme** au quotidien avec notre équipe et notre budget de fonctionnement.
- **Transformer les visions négatives** qui courent dans la société **en vision positive de la jeunesse**. Transformer les tensions problématiques bloquantes relevées dans ce DS et dans notre analyse en voie d'épanouissement, de participation, de mouvement.

d- Prospection

Suite à la première journée de travail en équipe qui a permis de faire le tour des actions mises en œuvre actuellement et par le passé, Josselin a combiné les infos venant de séminaires récents, de réunions d'équipe, de groupes de travail qui ont eu lieu à Samarcande. Il en ressort une évaluation de nos actions et des premières options stratégiques pour définir les prochaines actions. Maintenant il s'agit de continuer cette démarche d'alimentation et d'écoute par la phase de prospection.

Prospection : se décentrer des actions décrites et analysées plus haut pour essayer de jeter un regard plus neuf sur la situation. On peut ici proposer beaucoup d'actions. Ce n'est qu'à la phase suivante que nous analyserons l'adéquation aux missions de l'AMO, la pertinence, la faisabilité politique et organisationnelle des actions.

Le travail s'organise autour de deux pôles dans l'équipe, lors d'une deuxième journée de travail en commun. Céline organise la discussion avec un premier sous-groupe autour des demandes reçues par le service. ChristianF organise la discussion avec un deuxième sous-groupe autour des récits entendus. Chaque groupe est composé de représentants des différentes fonctions. Le travail de ces sous-groupe est rapporté en équipe et nourrit le tableau ci-dessous concernant les situations vécues par les jeunes et les possibles pistes de travail pour l'AMO.

Ce tableau intègre aussi les propos des jeunes rencontrés en Cellule Droits des Jeunes.

Un 4^e pôle de réflexion pourrait être une tournée des équipes ou des coordinations des assocés et institutions pour la jeunesse pour faire un simple relevé des thématiques ressenties ici et là. Mais nous n'avons pas le temps de réaliser cette tournée dans les délais impartis. Nous souhaitons garder l'idée pour le prochain Diagnostic Social.

| Nouvelles situations vécues ou rapportées par les jeunes | Idées d'actions |
|---|--|
| Police et quartiers Rolin / St Antoine | <ul style="list-style-type: none">- quantifier, qualifier et cartographier les contrôles subis par les jeunes lors d'une journée dans le quartier Rolin organisée avec les jeunes qui nous ont sollicités- former les travailleurs, les familles, et surtout les jeunes, aux droits face à la police avec la LDH- interpeller la zone de police, le bourgmestre, et les instances idoines quant à cet état de fait si injustice il y a effectivement |
| Agoras et espaces de pratiques sportives pour les jeunes accessibles dans l'espace public | <ul style="list-style-type: none">- cartographier les besoins- interpeller la commune ou les instances idoines avec des propositions d'intégration ou de maintien d'équipements |
| Accès aux jobs étudiants + lier le besoin d'argent au besoin de développement personnel | |
| Les jeunes ne savent pas payer la cotisation aux clubs sportifs, aux clubs de foot, et n'ont pas accès à la pratique sportive en club. Même constat concernant les pratiques culturelles (pas forcément les one shot mais les cours réguliers). | <ul style="list-style-type: none">- Développer Banque de compétences pour aider les jeunes à financer les 350€ de la cotisation.- Développer de l'information sur les remboursements possibles et développer des arrangements avec les clubs |

| Situations pas forcément nouvelles auxquelles Samarcande pourrait s'intéresser | Idées d'actions |
|--|---|
| Le malentendu culturel ou de langage entre les institutions qui s'adressent aux jeunes et les jeunes eux-mêmes. Au niveau des structures de diffusion culturelle, il y a peu de rencontre du monde des ados, elles ne font pas tellement le chemin vers eux. D'un autre côté les écoles et les familles ne valorisent pas toujours la fréquentation de ces espaces. Les cultures des ados ne sont pas très représentées dans ces structures. | <ul style="list-style-type: none"> - Refaire Bruxelles X - Entrer à fond dans la relation avec le Senghor pour... - Continuer à développer la relation avec Art27 et avec les structures culturelles et artistiques - Consulter notre public sur le sujet - Solliciter la MJ La Clef pour un nouveau festival Sounds of Etterbeek que l'on se proposerait de co-organiser, voire d'autres MJ pour un évènement de plus grande ampleur (c'était aussi la demande de certains jeunes au début de la CDJ, des évènements publics pour les jeunes) |
| Le retour du manque de liberté sexuelle | <ul style="list-style-type: none"> - Définir une position du service pour la mise à disposition de matériel de prévention chez nous et ou ailleurs et pour le discours à tenir dans le cadre des accompagnements individuels et collectifs - Produire un évènement de diffusion spécial Sexe - Avoir une programmation culturelle et socioculturelle avec les jeunes du service ou avec notre public potentiel (écoles, SAS etc) : spectacles, conférences, ateliers philosophiques etc |
| Danger climatique et écologique | <ul style="list-style-type: none"> - Participer avec les jeunes qui fréquentent le service aux moments de mobilisation publique sur le sujet |
| Rapports avec les CPAS, durcissement général | <ul style="list-style-type: none"> - Aller faire des campagnes de prévention aux droits sociaux à l'intérieur du CPAS, dans la salle d'attente. - Faire venir l'Atelier des droits sociaux pour une permanence au Chass'Info - Interpeller notre CPAS - Interpeller la plateforme CPAS / Aide à la jeunesse |
| Difficulté de faire son chemin à l'école : pratiques illégales, marché scolaire, question des devoirs | <ul style="list-style-type: none"> - Ouvrir une école sans devoirs, avec le CAB où chaque AMO mettrait une journée d'un travailleur dans un panier commun - Faciliter l'entrée des classes populaires dans les écoles à pédagogie active - Repérer et intégrer les lieux d'action déjà organisés sur le sujet |
| Les jeunes cherchent des jobs étudiants de plus en plus tôt, pourquoi cela ? Quelles sont les raisons ? Pourquoi un tel besoin d'argent si tôt ? (argent de poche, famille appauvrie etc ?), et les conséquences sur les revenus comme le RIS (les jeunes vivent dans le stress que leur salaire ne | <ul style="list-style-type: none"> - Approfondir la connaissance qu'on a des trajectoires qui emmènent les jeunes vers le job étudiant (entretiens, étude...). - Le revenu universel pour une tranche d'âge. - Plaidoyer auprès des CPAS pour que l'argent des jobs ne remplacent pas le RIS, et éclaircir les |

| | |
|---|---|
| soit « saisi » par les CPAS). Par ailleurs il n’y a pas de syndicat du job étudiant, ces gens ne sont pas protégés. | droits des jeunes en la matière. Au niveau individuel accompagner les jeunes qui veulent faire un recours et les informer en amont. - Créer un syndicat des jobistes ou plaider envers les syndicats de s’ouvrir sur le sujet. |
| Nous n’avons pas de ressource pour proposer des pistes aux jeunes et aux familles en mal de logement. Les CPAS n’accompagnent pas tellement les gens dans leur recherche de logement. Il n’y a pas de solution facilement accessible. Les gens sont baladés de services en services. L’Aide à la jeunesse lâche l’affaire à 17 ans. | - Voir avec la cellule 18/24 du CPAS 1040 et la cellule logement quelle position d’accompagnement ils pourraient prendre. - Participer à Droit à un Toit, RBDH, Solidarité Logement etc pour rejoindre le plaidoyer. - Niveau accompagnement : formation des travailleurs sociaux aux solutions plus ou moins alternatives. - Créer des chambres nous-mêmes. |
| Les jeunes qui fréquentent le service ne font pas usage des possibilités qui existent de faire des voyages à l’étranger. Leur engagement dans les dispositifs existants n’est pas toujours simple. | - Faire des partenariats avec les structures actives en mobilité internationale pour créer des projets en commun qui permettent aux jeunes qui fréquentent le service de partir. |
| Certains jeunes ne se voient pas comme appartenant à la société belge. | - Faire des visites de lieux publics ou du musée de l’Afrique centrale avec des gens de la mouvance décoloniale. |
| Impérialisme culturel | B Pax |
| Les jeunes ont assimilé le modèle néo-libéral et la compétition généralisée comme seule perspective possible. Certains ont envie de jouer la compétition, d’autres la voient perdue d’avance. L’emploi et l’argent sont les seules visées envisageables. Le changement social ne vient plus des pauvres (?) | - Objectiver la place des jeunes issus de milieux populaires dans les processus de changement social - Implication de jeunes dans des modèles de société nouveaux. Profiter de la proposition de l’AMO Promo Jeunes quant à la Cité des jeunes. |
| Les AMO ne font pas de diagnostic social positif concernant la jeunesse. Or la jeunesse a des compétences qu’elle met au service de la collectivité. | - Faire un DS positif |

| Situations existantes et déjà relevées par Samarcande, qui souhaite continuer son action | Idées d’actions |
|---|---|
| Image des jeunes et lutte contre les différents étiquetages | - Diffuser une image positive de la jeunesse |
| Les administrations amplifient l’externalisation de certaines tâches vers les personnes et les services privés, les personnes ont du coup plus de mal à accéder à leurs droits. | - Plaidoyer pour que les services publics assurent l’entièreté de leur mission publique - Créer les intermédiaires pour faciliter la relation entre les gens et les services publics |
| Relations dans la famille rendues fort complexes parce que les parents ne vont pas bien. Reproduction des schémas en suivant les générations, les trajectoires des anciens déterminent celles des nouveaux. | - Visibiliser l’état des relations familiales via des productions médiatiques |
| Malentendu générationnel / Les institutions éducatives et sociales ont du mal à suivre les nouveaux modes que les jeunes d’IPPJ nous | - Faire un film - Faire un livre - S’Tour |

| | |
|---|--------------------------------------|
| proposent, limite on ne sait pas comprendre et accueillir leurs nouveaux désirs : faire l'amour tôt, travailler tôt, vivre seuls etc. Des mécanismes de survie totalement hors des institutions sont mis en œuvre (deal, prostitution etc). / Zolaïsation d'une partie de la société. | - Préciser et augmenter la diffusion |
|---|--------------------------------------|

2- Démarche d'analyse

Il s'agit pour cette étape de reprendre les idées émises ci-dessus et de vérifier leur adéquations avec les missions de l'AMO, leur pertinence, leur faisabilité politique, et enfin de transformer celles qui nous semblent les plus prometteuses en hypothèses d'action. Dans le tableau on cherchera les arguments positifs en faveur de l'action et les arguments critiques. Plus bas, on synthétisera les hypothèses d'action effectivement relevables par Samarcande et les idées à laisser de côté.

a- Adéquation, pertinence, faisabilité des actions

| | Sujet de l'action (rappel des tableaux supra) | Action actuelle et potentielle de Samarcande (rappel des tableaux supra) | Adéquation aux missions de l'AMO > le public est-il vulnérable ? > s'agit-il bien de réduire les violences subies ? | Pertinence de l'action > le public confirme-t-il ? > la littérature en fait-elle un sujet ? > notre réseau est-il sensible ? > les statistiques confirment-elles ? | Faisabilité politique > est-ce à notre portée ? > est-ce OK avec notre position institutionnelle, est-ce défendable pour nous ? > a-t-on les bonnes ressources à mobiliser ? |
|---|---|--|---|---|---|
| <i>Conditions psychologiques et cognitives de l'existence : relations familiales, apprentissages...</i> | | | | | |
| 1 | Nous percevons un repli sexuel avec beaucoup de jeunes témoignant de l'impossibilité pour eux (venant d'eux-mêmes ou de leur entourage) d'avoir une vie sexuelle, relationnelle et affective épanouie et respectueuse de soi et des autres. | Samarcande doit mettre à jour son matériel de prévention « sexe » et sa manière de le distribuer / rendre accessible. Nous pouvons envisager un évènement de diffusion sur le sujet. Nous pouvons lier le sujet à la question culturelle et voir des pièces, films, conf sur le sujet. Nous pouvons animer des ateliers philosophiques sur le sujet, déjà mis au travail en équipe | Il s'agit bien d'actions correspondant aux missions de l'AMO mais attention à ne pas prendre la place d'autres acteurs (centres de planning familial) de prévention Sexe. | C'est rarement, mais parfois, une demande faite au service par son public. C'est souvent des témoignages entendus en radio, par des jeunes qui prennent une position « de victime ou de bourreau » et dont les propos touchent la sensibilité des travailleurs sociaux. Le sujet des dérives en termes de contraintes, de libertés, d'absences de libertés, concernant la | Samarcande ne souhaite pas faire une sensibilisation qui apprendrait aux jeunes à mieux se comporter, il y a donc une attention à porter sur la manière de réaliser cette action. L'investissement d'un réseau plus spécialisé est à envisager avant toute chose. Attention, par ailleurs, à ne pas tenir de discours que nos publics ne pourraient pas entendre. On doit faire |



| | | | | | |
|----------|--|---|--|---|--|
| | | en GT. | | sexualité et les relations et le genre est un enjeu très contemporain reconnu. | évoluer le discours des jeunes sans produire de violence nouvelle. |
| 2 | Les relations avec l'école ne se simplifient pas. L'existence d'un marché scolaire favorise les pratiques illégales à l'inscription et à l'exclusion des jeunes. Les devoirs sont sollicités pour externaliser les apprentissages sur le hors-temps scolaire, ce qui est injuste car l'école, justement, n'y est pas présente. | Samarcande accompagne individuellement les jeunes en perte de vitesse, d'inscription, de sens, en cherchant des écoles, en proposant des essais-métiers, en aidant à la réflexion. Quels lieux de réflexion et d'action déjà organisés pourraient être investis par nous ? Peut-on faciliter l'entrée des jeunes vulnérables dans les écoles à pédagogie active, souvent plus chères, souvent privées ? Peut-on envisager la création d'une école bruxelloise par les AMO ? | L'Ecole est évidemment une institution en partie violente, elle a été décrite comme telle par maints sociologues. Les actions envisagées sont a priori adéquates même si la création d'une école nouvelle devrait vite donner lieu à une « passation » vers le secteur de l'Enseignement ou d'autres ASBL. | La pertinence du sujet est flagrante. La pertinence de la mise à disposition d'écoles plus participatives et à pédagogies actives est à vérifier. Les enfants, les parents avec qui nous travaillons auraient-ils envie de cela ? Est-ce que les pédagogies actives sont une bonne piste pour les jeunes en conflit ou en difficulté avec l'école ? | L'Ecole est une énorme institution chérissable au cœur de tous les conflits actuellement. Elle est trop énorme pour se réformer globalement même si des efforts sont faits. Elle peut en revanche changer à l'échelle d'une unité ou au sein d'une unité. Samarcande ne souhaite pas que l'AAJ dépense ses quelques millions à soutenir l'école de manière structurelle. D'un autre côté c'est une principale demande des jeunes. Il y a donc une tension ici. |
| 3 | Les parents vont mal. Dans certaines familles, l'état de fait social, économique et psychologique des parents impacte négativement les relations que les ados entretiennent avec eux. De plus, les trajectoires des « anciens » déterminent très fort celles des « nouveaux » : | Pour le moment, Samarcande a une action de médiation entre les enfants et les parents, selon des modalités explicites dans le projet éducatif. Nous pensons que nous pourrions travailler à ce que cette réalité soit plus visible en en faisant un sujet de nos productions radio. | La reproduction sociale est une violence que les plus pauvres subissent. Dans certaines autres catégories sociales, la reproduction sociale est une chance. L'idéal égalitaire est ici en souffrance. | C'est un phénomène de reproduction sociale classique et connu de la sociologie. L'intervention de l'Etat via l'Ecole ou les revenus sociaux est censée réintroduire une égalité des chances. Cette vision égalitaire n'est pas réalisée dans nos sociétés contemporaines. | Samarcande souscrit à l'idéal égalitaire, même si nous sommes conscients que plusieurs modes d'épanouissement coexistent. L'égalité ne signifie pas le masquage des différences. Ici comme ailleurs dans ce diagnostic social, le phénomène relevé concerne les grandes logiques sociales, économiques et culturelles |

| | | | | | |
|---|--|---|--|---|---|
| | les problèmes rencontrés dans leur vie par les premiers sont parfois devenus le modèle que suivront les deuxièmes. | | | | qui organise l'action publique au plus haut niveau. Est-ce un sujet prenable ? Non, pas par une AMO, pas par les AMO. L'action décrite au niveau radio est en revanche déjà mise en œuvre concrètement et suppose une adaptation de la position du service : si l'on veut visibiliser ce sujet, alors on doit accepter d'orienter la discussion sur ce sujet... La mise en œuvre d'outils de médiation demandera sûrement de continuer à former les intervenants. |
| <i>Conditions matérielles de l'existence : argent, revenus de remplacement, emploi...</i> | | | | | |
| 4 | L'accès à certaines pratiques sportives est rendu difficile par le montant des cotisations. | Le projet Banque de compétences permet de financer ce genre de frais. Nous pensons devoir développer l'information sur les remboursements possibles, et pourquoi pas développer des arrangements avec certains clubs. | Il s'agit du public qui fréquente notre service, organisé pour rencontrer un public vulnérable. La non-participation à des activités de développement et loisirs pour raison économique subie est bien sur une violence subie. | Ce problème est directement issu des demandes reçues par le service. Le phénomène d'empêchement économique est évident et tout le secteur socioculturel travaille à le réduire. | Le projet Banque de compétences va continuer au moins tant qu'on a une personne pour l'animer. Nous assumons l'aspect pécuniaire de l'action. Nous manquons de ressources pour animer l'action en grand. |
| 5 | Les rapports avec les CPAS se durcissent et l'accès au RIS se complexifie. | Samarcande accompagne individuellement les jeunes dans leur rapport conflictuels avec leur CPAS, notamment via le Chass'Info | C'est une mission d'accompagnement individuel de jeunes en difficultés. Il y a lieu de collectiviser cet état de fait. | Ce durcissement des rapports est connu et analysé sous le terme d'« activation », notamment. Il s'agit d'un pilier politique de | C'est un classique du discours de Samarcande que de critiquer l'activation et l'Etat social actif. La réalité que recouvre ce phénomène |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | où le CPAS est, institutionnellement, présent. Samarcande pourrait animer des ateliers de compréhension des droits et des mécanismes d'attribution au sein des CPAS (salle d'attente par exemple), ou encore faire venir l'Atelier des Droits Sociaux au Chass'Info de manière régulière et pérenne. Interpeller notre CPAS et la plateforme AAJ / CPAS est une option tentante. | | l'Etat social actif, la troisième voie sociale-démocrate entre le socialisme et le libéralisme. Certains CPAS, qui sont des structures politiques, se posent en faux contre ce dérapage (exemple Forest). Malgré les tentatives du secteur de mieux se comprendre, beaucoup reconnaissent ce problème parmi les AMO bruxelloises ou en FWB. | est en revanche difficilement prenable, il s'agit de décisions politiques qui s'empilent depuis des années au niveau fédéral. Une grande partie de la culture politique est pétrie de ces valeurs. Une approche « par la bande » semble à privilégier. |
| 6 | Les jeunes cherchent un job étudiant de plus en plus tôt. Pour financer quoi ? Avec quelle défense des jobistes ? Avec quels impacts sur leur temps libre et leurs loisirs ? Et sur les revenus de remplacement de la famille ? | Au niveau individuel, aide au CV, stratégie de recherche, avec la méthodo de JEEP. On pense pour la suite à étudier ce phénomène plus avant et à voir si le revenu universel pour les jeunes seraient une option intéressante. Dans l'immédiat nous envisageons le plaidoyer auprès des CPAS pour que revenu de job et revenu du CPAS puissent être cumulés. Enfin, l'idée de participer à la création d'un syndicat de jobistes. | Le sujet est potentiellement un sujet d'AMO si, après recherches plus approfondies, il s'avère que leur parcours scolaire ou leur développement relationnel, amical etc en est impacté. | Le phénomène est complexe et nous le connaissons peu. Il est certain que la demande d'aide dans la recherche d'un job est prégnante parmi les jeunes qui fréquentent le service. | Le phénomène est systémique et agit au minimum à l'échelle régionale mais probablement nationale et plus. C'est donc un sujet qui demande une longue intervention fine et pleine de compétences politiques. Samarcande n'est pas là pour le moment. Il y a eu un début de piste de réflexion autour du Chass'Info, de JEEP, d'IJBXL et plusieurs autres acteurs sur la RBC, mais c'est tombé à l'eau faute d'animation. Ça pourrait être une piste de |

| | | | | | |
|---|---|---|--|--|---|
| | | | | | travail pour un Chass'Info autonome. |
| 7 | Trouver un logement est une galère. L'AAJ laisse parfois tomber à 17.5 ans, les CPAS ne prennent pas le relais. Il n'y a pas de solution facilement accessible pour combler ce besoin pourtant primaire. | Nous voudrions entrer en contact avec la cellule 18/24 du CPAS pour chercher ensemble une position d'accompagnement. Nous voudrions militer auprès de Droit à un toit, du RBDH, de Solidarité Logement. Nous voudrions mieux connaître les pistes alternatives pour les proposer en accompagnement individuel. voire créer des chambres nous-mêmes. | Tout est adéquat parmi ces actions. La création de chambres ne pourrait en revanche pas se faire de notre propre initiative, en solo, et devrait en tout cas rejoindre ensuite une association plus spécialisée (à moins qu'on demande un agrément H24 mais c'est une sacrée évolution !). | Les actions imaginées sont pertinentes dans le sens où la demande captée par le service trouverait a priori une réponse là où elle n'en trouve pas pour le moment. Mais est-ce si sûr, que cette demande ne trouve pas de réponse ? Oui ! La réponse est franche, aussi, pour les MENA, en tout cas, mais nous n'en rencontrons pas à Samarcande. Les propositions des structures sociales ne correspondent souvent pas aux envies des jeunes ou les conditions d'accès sont trop restreintes. | Les actions de formation, de militantisme de plateforme et de négociations avec le CPAS sont facilement accessibles à Samarcande. La création de chambres nouvelles demande un investissement de pouvoirs publics selon toute vraisemblance. Un projet est déjà en cours dans notre entourage. |
| 8 | Les administrations publiques externalisent leur travail vers leur public direct. L'accès aux droits en est rendu plus complexe pour les personnes, qui ne comprennent pas forcément ces nouvelles tâches qui leur incombent. | Le Chass'Info est un lieu où les personnes peuvent apprendre ces nouvelles tâches et être accompagnées dans leur réalisation. La réponse individuelle est donc assurée. Des interpellations ont eu lieu par rapport aux demandes de bourse. Le plaidoyer est envisageable, cas par cas ou auprès des gouvernements. Assumer l'état de fait et créer les | L'AMO peut créer une structure nouvelle pour aider les personnes à accéder à leurs droits. C'est ce qui se passe avec le Chass'Info. Dans une perspective d'éducation populaire où règne une entraide pour la défense des droits. | Le non-recours est connu et critiqué. Les demandes reçues par le service sont sans appel. Les discussions en fédération et en CAB sont claires. Le Forum Bruxellois de lutte contre les inégalités est précis. Ateliers des droits sociaux, permanences socio-juridiques, CASG. ETC. | La faisabilité est en cours de vérification puisque l'action est en cours de réalisation. Les ressources de la COCOF – secteur aide sociale, seront sollicitées. Une Asbl autonome va chercher les moyens de sa subsistance à partir notamment de ce discours sur le désengagement des administrations. |

| | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|
| | | structures intermédiaires Public – Administrations est une piste envisageable. | | | |
| <i>Conditions culturelles de l'existence : participation culturelle, malentendu culturel, mobilité culturelle...</i> | | | | | |
| 9 | Il existe un malentendu entre les institutions culturelles et les jeunes. Les salles ne voient pas d'éléments programmables dans les cultures adolescentes. Les ados ne voient pas d'intérêt dans les propositions faites par les salles. Youtube et les salles commerciales captent toute l'attention. | Samarcande a organisé des Bruxelles X et pourrait le refaire ; cela conduit à une découverte des espaces mais pas nécessairement à leur fréquentation. Samarcande distribue les tickets Article 27, cela pourrait s'intensifier ou se systématiser. La relation avec le Senghor est en train de se densifier : pourquoi ne pas proposer un atelier de programmation avec des jeunes issus de nos services ? Nous pourrions aussi solliciter et/ou supporter la MJ La Clef pour organiser une nouvelle édition de Sounds of Etterbeek ou un évènement plus grand. | Le manque de reconnaissance de la valeur intrinsèque des cultures des jeunes vulnérables est une violence, une violence aussi créatrice d'ailleurs. Il semble qu'une action de prévention puisse favoriser le développement d'un sentiment de partage et de participation. | Phénomène hyper connu, préoccupation partagée, notamment dans notre relation avec les espaces culturels présents sur la commune. | Rien n'est infaisable dans les 4 actions proposées (Bxl X / Art27 / Atelier Senghor / Sounds of 1040), tant que les partenariats solides et potentiellement nombreux fonctionnent. Les pistes Art27 et Senghor et Atelier 210 semblent à cet égard les plus évidentes. D'ailleurs il s'agit de 3 partenaires particulièrement légitimes dans leur branche. Bxl X est une machinerie complexe qui demanderait un apport d'environ 40.000€. L'évaluation de Bxl X montre par ailleurs que ça porte les fruits d'un one shot, pas d'une action long termiste. |
| 10 | Les jeunes qui fréquentent le service sollicitent peu les possibilités de mobilité internationale. | Nous pourrions leur proposer plus systématiquement ou mettre en route des projets avec les assocés investies sur le sujet. | Honnêtement, faire des découvertes et accéder à l'autre est une nécessité éducative et de développement. Est-ce que ça s'adresse particulièrement aux AMOs de mettre en œuvre des actions de mobilité | C'est un besoin que nous ressentons mais qui ne correspond pas à une demande reçue. Des proximités associatives existent qui valorisent ce genre d'action (Dynamo International, JAVVA). | Un doute existe quant à la question de savoir si on ne glisse pas dans le domaine d'un « épanouissement imposé » qui est en fait propre à certains milieux mais ne devraient pas particulièrement concerner |



| | | | | | |
|-----------|--|--|---|--|---|
| | | | internationale ? C'est une approche collective possible, oui. | L'intérêt éducatif est là, mais personne ne nous dit que c'est un sujet primordial. | tout le monde. L'approche collective semble jouable, est-ce que cela en fait une action de prévention sociale ? |
| 11 | Dans une société contemporaine qui produit des discriminations, certains jeunes ne se voient pas appartenir à la société belge, mais se réfère à des ailleurs temporels, géographiques ou culturels pour définir leurs appartenances. Ce n'est pas un problème de sentir appartenir à un ailleurs mais cela empêche probablement la participation à une société commune. Ce phénomène devrait être approfondi dans sa description. | Nous imaginons faire des visites de lieux publics, comme le musée de l'Afrique centrale, avec des personnes issues de la mouvance décoloniale, pour donner de la légitimité aux ressentis des jeunes concernés et leur permettre d'objectiver leurs sentiments et les transformer en vision politique partageable. Il ne s'agira pas de briser les catégories construites par les jeunes mais de mettre à la discussion comment on vit ensemble. | On pense que c'est une action adéquate pour une AMO puisqu'un fort sentiment d'injustice est perçu à ce sujet. | L'action sera pertinente en ce qu'elle met à la discussion un enjeu démocratique sensible qui crée des dissensions parfois radicales dans la société. A ce titre, l'action de Be Pax, par exemple, pourra être inspirante. Attention que le découpage de la société en catégories « eux » et « moi » ou « nous » est normal dans le processus de construction de son identité. | L'action est tout à fait réalisable par Samarcande qui assume une position critique par rapport à la position de la Belgique quant à son passé colonial et à l'histoire de l'immigration vers la Belgique. Sans être un acte libérateur d'une haine supposée envers le pays ou la nation, l'action veut au contraire complexifier le sujet et permettre aux jeunes de ne pas détourner les yeux des mécaniques de domination et de légitimation de la domination qui ont joué et qui jouent encore. |
| 12 | Le modèle culturel néo-libéral et la compétition généralisée occupent une part énorme de l'espace démocratique et de l'espace éducatif. Parmi les jeunes, certains veulent jouer cette compétition, | Samarcande cherche à montrer les aspects sociaux des situations individuelles aux jeunes et aux familles reçues. Des méthodes comme les intelligences citoyennes ou la discussion critique sont utilisées. Samarcande en revanche ne | Les jeunes qui ne se font représenter par aucune personne dans les lieux de pouvoir deviennent bien sur vulnérables. Et si on parle ici des pauvres, alors oui, les pauvres sont vulnérables. Il y a bien une violence subie que le secteur de la prévention peut | Une littérature sur l'engagement des jeunes existe probablement qui pourrait guider notre réflexion. D'autres associations cherchent à donner des moyens d'action aux jeunes en faveur du changement social. La | Le sujet est très élevé, en ce sens qu'il fait appel à une compréhension politique et historique de grande ampleur. Les tendances marxistes du secteur forment un guide d'analyse fonctionnel mais ne rendent pas le sujet formulé tel quel |

| | | | | | |
|----|--|--|--|---|--|
| | <p>éventuellement de manière féroce, et d'autres se voient comme perdants dès le départ. Mais le principe de base de la compétition semble peu remis en question. D'où peut venir le changement social s'il ne vient plus des pauvres ? Quelle place les milieux populaires ont, au 21^e siècle, dans le changement social ?</p> | <p>cherche pas à inscrire les jeunes dans les processus de participation publique type Conseil communal des jeunes. Samarcande pourrait s'intéresser de plus près et s'investir dans le projet de l'ASBL Promo Jeunes : la Cité des Jeunes. Pour le moment, Samarcande anime la CDJ.</p> | <p>essayer de retourner ou transformer.</p> | <p>participation est presque devenue un impératif mais les processus sont peu maîtrisés et donnent lieu à beaucoup d'errements. Cependant, l'éloignement croissant entre les jeunes et la politique représentative est connu.</p> | <p>prenable. L'action proposée par Promo Jeunes semble cependant, par son ampleur et son exigence, être une possible expérimentation à suivre et à laquelle contribuer. Nous voulons cependant ne pas nous retrouver dans la situation où nous sollicitons des jeunes pas intéressés et où nous forçons presque la participation à la fin.</p> |
| 13 | <p>On voit toujours les problèmes des jeunes, cf ce diagnostic social. Ils sont étiquetés de leurs problèmes, et qu'ils en soient responsables ou non, de ce que ces problèmes produisent comme réactions dans leurs comportements, croyances, valeurs.</p> | <p>Le projet éducatif de Samarcande intègre largement depuis 13 ans cette question en produisant des émissions radio qui, diffusées, permettent à une vision positive ou en tout cas plus réaliste et nuancée de la jeunesse d'exister et d'être entendue. Les formats de réalisation et de diffusion pourraient être réfléchis à nouveau.</p> | <p>Les jeunes participants à cette action proviennent de structures de l'aide à la jeunesse et du public de Samarcande. Il y a une violence symbolique qui pèse sur eux lorsque la société ne leur reconnaît comme avenir que principalement embûches et dérives. L'arrêté AMO nous demande de valoriser les jeunes.</p> | <p>Yapaka porte un discours similaire.</p> | <p>L'action est à notre portée même si la réalisation complète de l'objectif ne l'est pas. Mais c'est une situation normale que nous pouvons assumer. Samarcande devra assumer de prendre une position de tête de ligne sur le sujet si elle veut aller plus au front avec ses productions. Une position plus « lobbying » serait une réalisation nouvelle du projet à laquelle nous pensons depuis longtemps mais qui demande une adaptation de notre part. Il faudra mobiliser de nouvelles ressources probablement.</p> |

| Conditions sociales de l'existence : espace public, quartier, activités, collectifs... | | | | | |
|--|---|---|--|--|---|
| 14 | Des jeunes sont contrôlés de manière abusive par la police et certains quartiers vivent dans un stress du contrôle inopiné et qui parfois tourne mal. | Pas d'action pour le moment. L'action possible est (1) la formation des jeunes quant à leurs droits, (2) la quantification / qualification du phénomène avec eux, (3) l'interpellation des autorités. | Missions OK, c'est une action classique d'AMO. A priori les jeunes concernés sont victimes à la base des phénomènes de paupérisation et de racisation. Les policiers se font les relais actifs de la violence institutionnelle déjà subie par ailleurs. | Le phénomène est connu et partagé dans les sciences humaines et politiques, dans les réseaux du travail social. Les jeunes apportent eux-mêmes le sujet. | L'expérience d'autres acteurs montre la grande difficulté d'impacter le fonctionnement de la police quant aux contrôles abusifs. La formation reste un axe facile à mettre en œuvre, si les jeunes sont preneurs. |
| 15 | Il manque des espaces accessibles, publics, dédiés à la pratique sportive des adolescent·e·s. | Action en cours de cartographie des espaces disparus, à rénover, à créer, à investiguer. Visite prévue sur place en vue de l'élaboration d'une interpellation communale. | A priori le public est vulnérable car il vient de l'Accompagnement individuel à Samarcande. Les autres jeunes viennent de MJ et autres associations. Les ados de milieux populaires ne conduisent pas, ont peu de ressources financières, n'ont pas de « chez eux » : ils ont besoin d'un espace public accessible et adapté. Il y a par ailleurs un lien entre certaines violences de réponse et l'inadaptation de l'espace public. | Les jeunes participants ont amené ce sujet lorsque la question de leurs besoins leur a été posée. 5 associations de jeunesse se reconnaissent dans cette action. Le phénomène du manque d'infrastructure sportive est connu à Bruxelles et dans la commune dense d'Etterbeek. La littérature sociale et pédagogique confirme le besoin d'espaces de rencontres pour toutes les parties de la population. | C'est défendable, nous ne sommes pas seuls, c'est à une échelle prenable, ça ne suscite pas de conflit particulier au niveau culturel... Ce sera peut-être à lier à un moment avec le point Police au niveau des arguments pour l'installation d'équipements publics (quant à la violence de réponse), mais attention à ne pas faire de la prévention sécuritaire, pour l'ordre public, mais bien pour les jeunes. |
| 16 | Il existe une épée de Damoclès climatique sur le futur des jeunes. | Samarcande n'a pas d'action sur le sujet, mais pourrait favoriser la participation de son public aux moments de mobilisation qui existent à Bruxelles. | Nous sommes tous vulnérables, nos publics aussi. Les pauvres sont potentiellement plus vulnérables que les plus aisés. Mais à quel point est-ce encore de l'ordre du travail | Phénomène désormais accepté au niveau planétaire (alors qu'on le dit depuis les années 1970 ☺). La non-participation des jeunes de milieux populaires est souvent mise en exergue. | Toute l'équipe n'est pas en accord avec l'idée d'aborder des sujets comme celui-ci qui sont parfois vus comme trop politiques. A part cela l'action est faisable, si le public se montre preneur, |



| | | | | | |
|----|---|--|--|--|---|
| | | | social ? | Pourtant certaines personnes nous en parlent ici à Sam. La question n'est pas absente. | c'est une proposition qui vient de nous. |
| 17 | Des mécanismes de survie sont mis en place par des jeunes qui nous poussent à parler de Zolaïsation de la société. Deal, prostitution etc semblent des pratiques en voie de développement. A vérifier, les jeunes sont-ils effectivement plus prompts à ce genre d'action qu'il y a 5 ans, qu'il y a 10, 15, 20 ans etc ? | Déjà en cours : Accompagnement individuel. Mise en discussion de ces pratiques auprès de futurs TS (S'Tour). Diffusion de la parole de ces jeunes-là. A créer ? Livre, film, pour visibiliser l'évolution négative des conditions de vie des jeunes et les réponses de survie sociale qu'ils mettent en place. Dans le but de participer à créer un nouveau désir social avec d'autres priorités, chez les adultes et les électeurs. Rejoindre Interpell'Action. | C'est le cœur du travail des AMO, la violence institutionnelle subie et la violence de réponse sont évidentes. On a ici des niveaux de pauvreté et des expériences dans les trajectoires des jeunes dont il n'est pas facile de se remettre. | Nous devrions vérifier si cette paupérisation, cette « Zolaïsation » de la société, est une réalité sociale vérifiée et mesurée. Ou s'il s'agit là de l'expression de notre sensibilité. Mais que la dynamique de paupérisation soit croissante, stable, voire descendante, le sujet de la pauvreté et des stratégies hors système pour y faire face semble pertinent. | Notre relation avec les IPPJ et les AMO H24 notamment seraient une ressource pour mieux comprendre les trajectoires des jeunes. En termes de faisabilité, la compréhension des trajectoires est envisageable, leur monstration dans un film ou un ouvrage aussi. Avoir un impact concret semble là encore, en revanche, de l'ordre de la décision politique structurelle... Est-ce que le film « Les enfants du borinage » a changé la vie des gens du borinage ? |

b- Hypothèses d'actions à discuter

Les 17 sujets évoqués dans le tableau ci-dessus nous permettent de formuler 11 hypothèses d'action distinctes, que le directeur propose à l'équipe pour une première discussion générale sur :

- son attachement à l'action (histoire, valeurs, enthousiasmes, craintes)
- l'importance estimée des besoins sociaux auxquels l'hypothèse cherche à répondre (intensité du problème, dynamique marquante, sujet délaissé, territoire peu investi)
- la faisabilité réelle de l'action en regard des ressources disponibles ou accessibles et des opportunités et risques perçus (inscription à l'agenda politique, temporalité complexifiée ou facilitée par l'environnement de Samarcande ou par l'agenda des projets, autonomie possible ou pas, possibilités de financement, disponibilité du personnel, compétences présentes ou à acquérir etc)
- l'impact concret probable et attendu de l'action sur les besoins sociaux considérés (niveau d'abstraction de l'action, possibilité de satisfactions pour l'équipe et pour les jeunes etc)

HYPOTHESE D'ACTION 1

« Intégrer de manière proactive les sujets élaborés dans ce DS dans nos accompagnements individuels, adapter nos connaissances aux besoins exprimés et sentis. »

Les sujets « repli sexuel » (1), décrochage scolaire (2), relations intrafamiliales et reproduction sociale (3), accès à la pratique sportive (4), rapport CPAS (5), job étudiant (6), logement (7), accès aux droits sociaux face aux administrations qui externalisent le travail (8), mobilité internationale (10), modèle culturel unique néolibéral (12) et Zolaïsation (17) demandent une adaptation continue de l'équipe, de ses connaissances, de ses compétences. Dans une logique de prévention éducative, nous intégrons plus particulièrement ces sujets dans nos permanences et accompagnements individuels.

Possiblement il s'agira de créer une carte heuristique pour synthétiser et schématiser les connaissances présentes et à développer au sein de l'équipe. Cette action doit être durable et considérée comme un procédé de travail permanent propre à notre service. Il n'y a donc pas de fin à envisager.

L'équipe de Samarcande propose régulièrement qu'un partage des connaissances sur les sujets amenés par les jeunes soit rendu plus effectif. Diverses tentatives ont déjà été menées qui n'ont pas tenu pour des raisons formelles : difficultés à mettre à jour des fardes, départ et arrivée de travailleurs, systèmes de classement des informations très personnels etc. Une carte heuristique décidée lors du processus de DS pourrait très probablement instituer une pratique plus suivie.

> Pour l'équipe, cette réponse consiste à adapter nos connaissances aux demandes réalisées par les jeunes. C'est un travail qui est déjà fait sur le terrain et qui ne concerne pas spécialement le diagnostic social.

HYPOTHESE D'ACTION 2

« Axer des émissions radio sur les sujets élaborés dans ce DS pour créer un corpus de propos à diffuser selon des thématiques. »

Cette hypothèse est formée en réponse aux sujets Repli sexuel (1), Relations familiales et reproduction sociale (3), Sentiment d'appartenance à la société (11), Modèle culturel néolibéral unique (12), Etiquette négative sur la jeunesse (13) et Zolaïsation de la société (17).

Il s'agit de poursuivre les objectifs des projets d'expression que nous regroupons sous le terme « Samarc'Ondes », tout en orientant les discussions et témoignages sur les sujets cités ici. Qu'il s'agisse d'émissions avec un thème particulier ou de thèmes transversaux que nous abordons dans plusieurs émissions, cette option devrait nous permettre de réaliser des produits radio thématiques montés sous forme de podcast. Quitter la rigueur d'un travail exclusivement diffusable en radio nous permettra d'assurer une meilleure compréhension de l'état d'esprit des jeunes bruxellois dans le chef de l'auditeur, de l'auditrice. L'embauche d'un-e chargé-e de diffusion permettrait d'assurer que les propos soient effectivement et concrètement rendus accessibles à la société civile et aux profs, policiers, travailleurs sociaux, parents et adolescents que nous visons plus particulièrement.

> Pour l'équipe, cette action est déjà en cours. L'hypothèse ici ne fera qu'apporter une orientation plus précise aux émissions mais l'équipe ne souhaite pas non plus assumer une position trop dirigiste dans ses animations radio, au risque de perdre l'authenticité de l'expression.

HYPOTHESE D'ACTION 3

« Développer dans le collectif une programmation culturelle autour de la liberté affective, sexuelle et de genre d'une part, et, d'autre part, autour de la question coloniale et des identités qui en découlent, avec le Senghor, Art27, le musée de l'Afrique centrale entre autres. »

L'action s'adresse aux jeunes qui fréquentent le service et par ricochet à leurs proches, amis et familles. Elle pourra aussi donner lieu à la réalisation d'émissions radios collectives qui seront alors diffusées. Les deux sujets évoqués seront l'occasion de questionner les rapports de domination que nous pouvons chacun subir ET produire.

Cette action est d'abord éducative mais elle se situe dans deux conflits sociaux brûlants dans lesquels nous voudrions soutenir les dynamiques suivantes :

- un changement social global en faveur de l'égalité des genres, face aux définitions individuelles de genre, face aux pratiques, orientations et styles affectifs et sexuels,
- un changement social global en faveur d'une reconnaissance publique de l'emprise coloniale sur la culture occidentale, hier et encore aujourd'hui.

Les supports de l'action sont des sorties culturelles (musées, cinéma, théâtre, conférences etc) collectives organisées par Samarcande parmi les propositions présentes en RBC. Sauf occasion spéciale et particulièrement bien sentie, les deux thèmes mis en exergue ici sont traités de manière séparée (bien que leur conjonction soit passionnante).

> Pour l'équipe, les sujets sont passionnants mais parfois délicats à investir avec des groupes de jeunes qui peuvent prendre des positions radicales *a priori* et refuser la discussion et le partage d'idées. Notre approche des relations interculturelles nous fait penser que nous devrions peut-être chercher des personnes particulièrement légitimes pour aborder les sujets auprès des jeunes, au sein de l'équipe ou même en dehors. On pourrait notamment se baser sur les outils reçus du CBAI concernant les 17 facettes de notre identité. Une attention particulière devra être donnée à bien historiciser et politiser les sujets, notamment sur la question coloniale : il ne s'agit pas de cibler des fautifs et des victimes dans un schéma manichéen mais d'accompagner les jeunes dans une recherche de vérité et d'une posture possible dans la complexité des sujets pressentis. Les adolescents reconstruisent leur histoire et ces visites pourraient les aider à se situer dans un parcours familial et social.

HYPOTHESE D'ACTION 4

« Créer des évènements pour l'identification et la participation culturelles des adolescents.

Bxl X – Sounds of Etterbeek – Cité des jeunes – Fête de la jeunesse »

Il s'agit de répondre à la demande, parfois explicite, de participation culturelle des jeunes à des évènements qui les concernent et valorisent leurs pratiques. Quatre évènements différents sont proposés dans cette hypothèse.

BXL X est un évènement que Samarcande a déjà organisé plusieurs fois, qui permet à des groupes de jeunes de rencontrer des structures culturelles et sportives lors d'une journée de jeu dans Bruxelles.

Sounds of Etterbeek est un évènement porté par la MJ La Clef à Etterbeek, qui donne accès à une scène aux jeunes qui produisent de la musique, scène dont le public est celui des associations de jeunesse sur la commune. Au moment de boucler ce diagnostic social il n'est plus question de proposer à la MJ cette mise sur pied d'une nouvelle édition (départ du coordinateur de la MJ).

La Cité de la jeunesse est le projet porté par l'ASBL Promo-jeunes auquel nous envisageons d'apporter notre pierre via la participation de jeunes qui fréquentent notre service et/ou via la proposition d'animations à l'intention des jeunes qui fréquentent la Cité des jeunes.

La Fête de la jeunesse est un évènement lié à un projet porté par Samarcande : la Cellule Droits des Jeunes. L'évènement a eu lieu une fois en 2019 et nous pourrions le rendre annuel. Les jeunes qui participent aux activités de 5 associations etterbeekaises invitent leurs pairs pour un après-midi et une soirée où les besoins et droits des jeunes sont abordés au milieu d'activités de détente et de valorisation de l'investissement de chacun.

> Pour l'équipe, les résultats de Bruxelles X sont ponctuels, mais surtout l'investissement est énorme. La meilleure connaissance du projet Cité de la jeunesse permettra de proposer la participation aux jeunes de Samarcande. La fête de la jeunesse est liée à un projet pour lequel nous nous donnons trois à cinq ans pour qu'il fonctionne bien, elle aura donc lieu de toute façon. Le plus important est probablement de participer à la démarche actuelle de l'espace Senghor, centre culturel d'Etterbeek, qui cherche à reconnecter avec son public adolescent en révisant de fond en comble son approche de programmation culturelle et ses projets de cohésion sociale. Nous avons clairement une place à occuper ici pour améliorer la prise en compte des jeunes dans l'institution culturelle et vice-versa. L'idée d'ateliers de programmation est émise.

HYPOTHESE D'ACTION 5

- « a- Créer un plaidoyer pour un revenu universel des jeunes,
- b- interpellier le conseil de prévention en vue de la création d'un syndicat de jobistes étudiants,
- c- interpellier la plateforme AAJ / CPAS en vue de l'introduction d'une possibilité de cumuler RIS et revenu du job étudiant. »

Cette triple hypothèse cherche à répondre à moyen et à long terme à la problématique de l'appauvrissement des jeunes.

> Pour l'équipe, la question du revenu universel est trop économique et globale pour une AMO. La question du syndicat devrait plutôt concerner... les syndicats, ou des structures comme la JOC, le Fédération des étudiants francophones etc, dont nous ne connaissons pas la position sur le sujet. Le Conseil de Prévention pourrait par contre être sollicité sur ce sujet. Concernant le cumul RIS / Job étudiant, cela semble inaccessible politiquement, mais pourquoi ne pas demander au Conseil de prévention de questionner les CPAS à ce sujet. Les impacts concrets imaginables pour cette hypothèse ne sont pas évidents.

HYPOTHESE D'ACTION 6

« Investir l'espace laissé par le désengagement progressif des administrations en proposant un service d'accompagnement administratif aux jeunes en transition et aux familles. »

Cette action pourrait avoir comme support l'existence et le développement du Chass'Info. Pas prévu initialement pour combler le retrait des administrations, il s'est imposé assez vite comme un outil plébiscité pour favoriser la compréhension et l'accès aux droits. Les PC qui y sont disponibles seront le support d'un apprentissage par les jeunes des procédés divers pour accéder aux différents droits sociaux. En tout cas pour les jeunes qui souhaitent maîtriser les techniques, car nous ne pensons pas qu'il soit de la responsabilité de chacun de connaître le fonctionnement de toutes les administrations. Il y a en tout cas lieu d'occuper l'espace en orientant la mission du Chass'Info de manière explicite sur le soutien aux démarches administratives.

> Pour l'équipe c'est effectivement notre mission et notre responsabilité, c'est déjà ce que nous faisons en partie. Mais plusieurs risques sont pointés qui mettent en question la faisabilité et l'impact potentiel de l'action :

- Le temps de travail disponible n'est peut-être pas suffisant pour développer cette proposition, car accompagner les gens dans la réalisation de démarches administratives prend beaucoup de temps, et entrer dans l'apprentissage des techniques encore plus.

- La posture de travail que nous souhaitons garder serait "attaquée". Nous craignons un dérapage vers un travail d'accompagnement instrumental, court-termiste, "à la chaîne". Nous ne voudrions pas devenir des employés de bureau ni des sous-traitants plus ou moins officiels des administrations.

Il y a donc lieu de définir des limites dans les sujets traités et dans la posture de travail.

HYPOTHESE D'ACTION 7

« Créer et poursuivre un espace d'expression des besoins collectifs et de mise au travail des désirs collectifs des jeunes, la Cellule Droits des Jeunes.»

Ce projet existe depuis une année à Samarcande, en partenariat avec quatre autres associations de jeunesse etterbeekoises. Il s'agit de solliciter les jeunes fréquentant les associations pour qu'ils-elles expriment leurs besoins, leurs désirs et conçoivent et mettent en œuvre, avec les animateurs et éducateurs qui les entourent, les actions concrètes et les interpellations qui feront avancer la réalisation de ces besoins et désirs.

> Cette hypothèse sera poursuivie d'office car nous souhaitons lui donner 3 à 5 ans pour se réaliser, avant de décider de sa pérennité.

HYPOTHESE D'ACTION 8

« Proposer aux adolescents une documentation sur la liberté, la santé et l'épanouissement sexuels, relationnels et affectifs, à Samarcande et dans tous nos lieux de permanence ou de contact, y compris lors d'animation collective de discussion et sensibilisation. »

Samarcande propose déjà de la documentation de prévention sur ces sujets. Mais cela semble trop peu, il y a lieu d'intensifier les discussions et transmissions d'information. La proposition de visibiliser la documentation demande d'en prendre en compte la réception par notre public. Tous les jeunes, toutes les familles, ne seront pas à l'aise avec de la documentation sur l'avortement ou la liberté sexuelle mise en avant. Aborder ces thèmes en animation de sensibilisation dans nos activités collectives ou dans les écoles partenaires demande aussi à Samarcande une adaptation quant à notre position éducative qui nous engage plus à aider les jeunes à exprimer là où ils en sont plutôt qu'à les sensibiliser.

> Pour l'équipe, nous devons assumer une position assez publique sur le sujet, sans censurer notre documentation par exemple. Nous abordons aussi régulièrement la sexualité et le genre, les relations affectives, dans les suivis individuels. D'un point de vue « Prévention éducative » le sujet est donc déjà largement pris en compte dans l'accompagnement individuel, comme le montre l'existence d'un groupe de travail « Sexe » pour le moment. Au niveau d'une sensibilisation, il ne faudrait pas prendre la place d'acteurs spécialisés qui investissent déjà la question.

HYPOTHESE D'ACTION 9

« Créer une école coopérative dans son fonctionnement, dans ses valeurs, dans ses apprentissages. »

OU

« Créer une trajectoire certifiante pour les jeunes ayant un parcours dans des projets à forte plus-value sociale. »

Si l'AMO peut créer des structures nouvelles pour répondre aux besoins des jeunes, pourquoi ne pas créer une école nouvelle lorsque les places à Bruxelles en secondaire manquent, et lorsque le décrochage augmente ?

Par ailleurs, puisque les jeunes en décrochage qui fréquentent les services AMO et PEP ou autres associations de jeunesse ont une trajectoire que nous estimons intéressante et pleine d'apprentissage, pourquoi ne pas certifier cette trajectoire pour leur permettre de la faire valoir par la suite ?

> Pour l'équipe, il ne peut pas s'agir de se lancer dans une création d'école. Ce serait enfoncer le clou du virage scolaire de la prévention. Or l'école ne doit pas être la totalité des préoccupations des trajectoires adolescentes. Mais des doutes s'expriment aussi sur la possibilité et sur l'intérêt d'une trajectoire certifiante en dehors de l'école :

- Certifier les uns, n'est-ce pas exclure les autres ?

- La certification demande à ce que des contraintes s'imposent dans la relation éducative : contrainte d'assiduité, de longévité dans les projets, par exemple. Il semble qu'on ne pourrait pas garder la possibilité d'un mode libre de participation à nos activités, que nous privilégions pourtant.

- En termes de faisabilité, quelle énergie sera nécessaire pour donner sa valeur au certificat et le faire reconnaître dans le monde social en général ?

Il semble finalement qu'aider les jeunes à conscientiser, nommer, caractériser et valoriser les compétences acquises dans leurs expériences personnelles ou collectives ne demande pas de passer par la certification des compétences, démarche qui ne correspond pas à une posture éducative d'AMO.

HYPOTHESE D'ACTION 10

« Créer une structure d'hébergement non mandatée tout en participant à la dynamique associative militante sur la question du logement. »

Comme pour l'hypothèse précédente, la question est posée de la création d'une nouvelle structure.

> Pour l'équipe, il faut en priorité définir le type de réponse que l'on cherche à proposer : logement d'urgence, de transit, kot ? Pour nous, ce que beaucoup de jeunes recherchent en priorité, c'est du logement non supervisé, en autonomie. Ils n'ont pas spécialement envie de vivre dans une institution. On souhaitera plutôt répondre au besoin à long terme plutôt qu'au besoin de logement d'urgence, pour pouvoir travailler sur le fonds avec les jeunes. Ceci dit, une autre initiative est en cours dans notre réseau (Abaka, SOS Jeunes...).

En termes de faisabilité nous sommes confrontés à la complexité de l'action. En dehors des questions éducatives et organisationnelles qui se poseront d'office, il semble que la première étape soit de trouver un poste d'un an ou deux pour avancer sur le sujet, sans quoi la ressource de Samarcande ne sera pas suffisante.

Une action est plus facilement envisageable sur la mise à disposition de bâtiments avec des baux précaires, en lien avec une AIS pour gérer la partie Contrôle, Bail etc. L'AMO s'occuperait de la partie éducative du projet. A envisager plus précisément, notamment quant à notre capacité à créer un partenariat avec une AIS et à trouver un bâtiment vide dont le propriétaire s'intéresserait au projet.

HYPOTHESE D'ACTION 11

« Développer la Banque de compétences des jeunes au niveau régional et multiplier le nombre de jeunes qui peuvent financer des projets positifs dans ce cadre. »

Pour Samarcande le résultat du projet Banque de compétences des jeunes est positif en termes de valorisation des compétences des jeunes, pour eux-mêmes, pour leur entourage, et face aux différentes composantes du quartier. Le projet ne sera complet que lorsqu'une véritable approche de caractérisation des compétences sera enclenchée, ce que nous souhaitons réaliser. Quoiqu'il en soit, déjà, plusieurs AMO se sont montrées intéressées de mettre en œuvre cette méthode. Nous pensons donc à faire essaimer ce projet, au niveau des AMO ou d'autres structures de jeunesse.

> Pour l'équipe c'est une action très positive pour les jeunes bruxellois en termes de valorisation de leur image et qui leur permettra de nourrir leur sentiment d'utilité. Nous nous sentons d'autant plus légitimes que :

- des ASBL ont déjà demandé comment nous avons construit le projet,
- les jeunes réunis à Samarcande ont témoigné de leur volonté d'être actifs, dans des activités porteuses de sens et d'apprentissages et qui leur permettent d'accéder à de l'argent.

On imagine pouvoir en parler en concertation locale de cohésion sociale, à Etterbeek, pour propager la méthode dans d'autres associations locales. Mais aussi au niveau régional dans les associations proches de nos valeurs. Nous pourrions un jour faire valoir un projet régional à la COCOF qui nous permettrait d'avoir une coordination, une animation d'un réseau autour de ce projet, de cette méthode, de cette approche valorisante des compétences. Attention cependant que ce projet est animé à Samarcande par un poste non pérenne avec des subsides non pérennes donc notre volonté pourrait vite tomber dans le vide et ne plus être soutenue par notre expérience.

3- Démarche de décision

Il s'agit désormais de décider les hypothèses d'actions qui vont se concrétiser ces prochaines années à Samarcande.

a- Choix parmi les hypothèses d'actions

Quelques hypothèses d'action sont mises de côté. Les hypothèses n°5 (cf p.32), n°9 (p.36), n°10 (p.37) sont estimées peu faisables et leur impact pour les jeunes vulnérables incertain. Les hypothèses n°6 (p.33) et n°11 (p.38) sont elles aussi considérées comme peu faisables dans le contexte actuel (contexte global budgétaire, politique, mais aussi les ressources disponibles au sein du service).

L'hypothèse n°1 (p.28) n'est ni une action collective de prévention éducative, ni une action de prévention sociale. L'équipe considère donc qu'elle relève de l'organisation de notre travail normal en interne plus que de ce diagnostic social.

Les hypothèses n°2 (p.29), n°3 (p.30) et n°8 (p.35) sont reformulées et travaillées pour donner deux actions à mener (Action « A » et Action « B ») que nous allons développer maintenant. Les hypothèses n°4 (p.31) et n°7 (p.34) donnent lieu à la création d'une troisième action (Action « C »). L'histoire de Samarcande nous amène à développer une dernière action (Action « D ») qui répond plus directement aux fondamentaux du service et aux sujets 1 (p.17), 3 (p.18), 11 (p.23) et 17 (p.26).

b- Caractérisation des actions qui seront mises en œuvre

Quatre actions vont donc être développées dans ce diagnostic social. Elles ont chacun un sujet propre, et vont utiliser des méthodes d'intervention parfois similaires, parfois différentes, parfois nouvelles et parfois classiques pour notre AMO.

ACTION « A »

L'action va traiter des **thématiques « Sexualités - Genres - Rapports affectifs »** sous de multiples angles qu'évoquent les demandes et récits reçus par Samarcande : respect de soi, respect de la tradition, contrainte, consentement, liberté, religion, signification de l'acte sexuel, des partitions de genre, assignations de rôles, orientations sexuelles, prostitution, rapports de domination etc.

L'action prendra plusieurs **formes** :

- Samarcande prendra une position de **sensibilisation** en proposant des ateliers de réflexion / discussion à visée philosophique avec des groupes de jeunes qui fréquentent nos activités ou celles de notre réseau associatif en priorité, mais aussi ponctuellement d'écoles.
- Des **émissions collectives en radio** auront lieu avec des publics similaires, éventuellement avec ceux qui participeront ou auront participé aux activités de sensibilisation.
- Une **documentation** exigeante, précise et à jour sera développée dans toutes nos permanences et proposée à nos partenaires.
- La participation à des **activités culturelles** programmées par des institutions locales ou régionales.
- Des émissions individuelles où des jeunes auront l'occasion de s'exprimer dans un cadre serein, sécurisé et positif, sur le sujet.
- Le résultat des discussions, ateliers, enregistrements, donnera lieu à un événement de **diffusion** d'une parole contemporaine des jeunes bruxellois qui aura lieu dans un contexte à déterminer. Ce corpus de paroles sera aussi diffusé par tous les moyens dont Samarcande et ses partenaires bénéficient.

L'action aura lieu avec des **jeunes de 10 à 18 ans** qui fréquentent le service ou les partenaires du service. Elle cherchera à faciliter l'expression de chacun sur un sujet qui est au cœur de la vie des êtres humains mais auquel les adultes se frottent rarement sereinement et dans une perspective éducative. Il s'agira de lever des idées fausses, des malaises, des craintes d'une part, et de promouvoir une sexualité qui appartient au sujet et qui est construite par lui selon ses références propres et pas subie.

L'action s'adresse également aux **adultes** qui vivent avec ces ados au quotidien et qui ne souhaitent ou ne savent pas donner d'espace à ces sujets, qui sont pourtant importants à prendre en main du point de vue des ados : la sexualité, le genre, les rapports affectifs, autant d'espaces de plaisir et de construction identitaire apaisée, mais aussi potentiellement de domination et de violence.

L'**équipe de Samarcande** construit le programme de l'action et l'anime en premier plan. Cependant, des structures spécialisées existent qui s'intéressent à ce sujet et qu'il faudra lier à notre réflexion et éventuellement, selon la complémentarité des postures éducatives, des connaissances, des compétences, à l'animation de l'action. Un groupe de jeunes suivra de plus près le processus pour témoigner, au micro, des paroles entendues et des personnes rencontrées et produire un podcast plus documentaire qui rendra compte lui aussi de l'état des jeunes par rapport aux thématiques, et leur permettra s'ils le souhaitent d'entrer dans une démarche d'interpellation.

La réalisation de l'action demandera une première **étape de recherche** auprès de partenaires spécialisés et de lecture. Les travailleurs investis ici devront se former à la question du genre et aux différentes approches du genre qui cohabitent dans notre région. Ils devront également développer leur propre approche, leur propre posture, dans lesquelles ils se sentiront légitimes, clairs et à l'aise. Nous pensons pouvoir intégrer la **réalisation concrète** de la documentation, des émissions collectives, des ateliers de discussion philosophique dans la grille de projets de l'année 2020/2021 et 2021/2022 avant évaluation en juin 2022 pour estimer l'intérêt de poursuivre en 2022/2023 et au-delà.

L'action B va traiter elle aussi d'un **sujet à fort contenu culturel** : la prénance d'un **héritage colonial et migratoire** non digéré à Bruxelles et en Europe et ses conséquences sur la **construction identitaire** des jeunes qui se reconnaissent notamment comme d'anciens colonisés.

Il s'agira de permettre **l'expression d'adolescents** qui ne se reconnaissent pas spécialement dans une appartenance à la Belgique, tout en n'ayant jamais vécu de réelle appartenance à un pays dont la famille est originaire. C'est un phénomène bien connu, que ces jeunes qui se sentent appartenir à un ailleurs dans lequel ils n'ont pas forcément leur place mais qui ne souhaitent pas se penser comme des locaux ici à Bruxelles, en Belgique, en Europe. Nous voulons donc préparer et enregistrer ce sentiment via la production d'émissions radio collectives pour participer à un mouvement plus global qui cherche à en reconnaître la normalité, voire la justesse. Nous souhaitons utiliser la programmation des **institutions culturelles locales et régionales** telles que l'espace Senghor, les Art 27, le musée de l'Afrique Centrale etc. L'idée est de travailler par la suite avec ces adolescents à un **travail d'interpellation**, pour qu'ils aient l'occasion de valoriser eux-mêmes leurs identités et les trajectoires des familles dont ils sont issus. Des actions symboliques seront menées sur la Région et notamment Etterbeek, où la mémoire coloniale et migratoire est souvent restée « en l'état » et n'a pas donné lieu à un travail d'assimilation par les populations. Dans un premier temps le conseil communal sera sollicité pour prendre une position publique sur le sujet.

L'équipe de Samarcande va construire et mener au premier plan cette **action avec les jeunes qui fréquentent le service et notre réseau proche**. Des experts, des intervenants, seront conviés pour nourrir le débat avec un point de vue global sur la question coloniale / décoloniale. Ces intervenants pourront aussi former l'équipe et s'adresser aux jeunes à propos de la **construction identitaire** des êtres humains en général et dans le contexte décrit ici en particulier.

Ce que nous cherchons à atteindre est un triple résultat :

- d'abord les jeunes concernés auront vécu à travers cette action une trajectoire éducative et politique qui leur permettra de **se situer individuellement et en tant que groupe social** dans les histoires des pays et des peuples auxquels ils appartiennent de fait,
- ensuite d'autres jeunes dans la même situation pourront entendre le travail produit en radio et **s'identifier aux jeunes** qui prennent la parole et faire leur les enjeux soulevés,
- enfin, les personnes non convaincues par la nécessité de faire, ici en Europe et à Bruxelles, un **travail de réflexion et d'assimilation quant à la période coloniale**, pourront entendre l'état d'esprit des jeunes concernés au premier chef.

Cette action cherche donc à participer à un mouvement culturel qui veut assumer l'ancrage profond dans nos sociétés et nos identités des inégalités entre groupes sociaux, pour les rendre plus visibles, montrer leur illégitimité, et *in fine* permettre l'établissement d'une **plus grande égalité dans les rapports sociaux**.

Comme pour l'action A, nous pensons que 2020 sera une étape de recherche intellectuelle, de construction de réseau et de premières expériences avec les jeunes, pour que dès 2021 cette préoccupation puisse être intégrée à nos activités de découverte, d'expression et d'interpellation. Le

conseil éducatif de juin 2020 sera le moment d'un premier bilan, concernant la phase de recherche, qui nous engagera pour une séquence dont la durée sera d'au moins une année et probablement plus. Là encore la production régulière de matériel sonore nous permettra de tracer l'action et de rendre visible à travers une ou plusieurs réalisations médiatiques le cheminement que les jeunes demandent à leur environnement de faire.

L'action C a pour thème **la participation des jeunes et leur valorisation** dans la création d'évènements qui les concernent. Depuis une année Samarcande anime, avec 4 autres structures jeunesse etterbeekoises, une **Cellule Droits des Jeunes** qui réunit des animateurs et des adolescents et jeunes adultes. Cette Cellule s'est regroupée pour élaborer quelques priorités de changement souhaitables à l'échelle communale. La valorisation des jeunes (notamment, mais pas uniquement, ceux en galère avec l'école), la disponibilité d'espaces publics pour les pratiques sportives, et l'accès aux jobs étudiants, sont les trois premiers sujets de travail choisis. Ce projet de participation lentement construit entre adultes et jeunes amène le groupe à mener des actions concrètes et symboliques dans l'espace public, et à interpeller les autorités concernées identifiées comme potentiellement responsable du changement à apporter. Une Fête de la Jeunesse est organisée fin juin, a priori chaque année, pour montrer le résultat du travail, questionner les autres jeunes et susciter l'intérêt sur la démarche. La Cité des jeunes, projet expérimental mené par l'ASBL Promo Jeunes, sera un débouché potentiel pour les jeunes participants qui trouveront à une échelle extra-communale de quoi poursuivre cet investissement accompagné, dans un cadre éducatif qui correspond aux préoccupations de Samarcande.

Les jeunes concernés fréquentent Samarcande, en accompagnement éducatif individuel ou pour des activités collectives. Ils peuvent aussi entendre parler du projet et le rejoindre. Ils fréquentent aussi **les 4 autres associations** investies dans le projet : MJ Face B, MJ La Clef, Espace Senghor, Urban Step.

Les actions sont menées **à l'adresse d'autres jeunes**. Elles sont aussi adressées **aux responsables** administratifs et politiques communaux pour les conscientiser sur les thématiques qui intéressent les jeunes.

L'équipe de Samarcande anime le projet, avec le soutien des animateurs des partenaires. Les adultes ne prennent pas de décisions sur le fond sans les jeunes. Lors des réunions plénières, les adultes ne sont pas plus nombreux que les jeunes, afin que ceux-ci soient particulièrement représentés dans les décisions prises.

L'action C existe en réaction à une **politique communale** qui traditionnellement ne s'intéresse pas aux questions de jeunesse, ne nourrit pas de vision particulière quant à la jeunesse et ne pose pas d'actes constructifs à cet égard. Elle cherche à imposer le point de vue des 13-22 ans dans les lieux de décision politique et dans les institutions qui fabriquent la vie des jeunes au quotidien, comme les écoles ou les lieux d'action sociale.

A priori les premiers mois du projet laissent à penser que la construction d'un conflit entre « les responsables politiques et institutionnels » et « les jeunes » n'est pas à l'ordre du jour. Pour le moment la Cellule Droits des Jeunes apprend à fonctionner et semble vouloir produire des **adaptations au niveau local**.

La Cellule Droits des **Jeunes se donne jusque 2023** pour décider de la poursuite ou non de l'action. En effet le cadre étant construit avec les jeunes, il faut laisser le temps au groupe de grandir, de mûrir, d'analyser la réalité, de discuter. Nous ne souhaitons pas créer de toute pièce un énième Conseil communal des jeunes qui chercherait par la suite les jeunes capables de s'intéresser à son

fonctionnement. Malgré cette échéance longue, le projet est évalué en permanence par les acteurs adultes qui l'animent, et officiellement une fois par an en conseil pédagogique.

L'**animation S'Tour** parle de **relation éducative**. Depuis plus de 10 ans, Samarcande écoute et enregistre des jeunes provenant d'institutions du secteur de l'aide à la jeunesse, du secteur de la santé mentale, et de Fedasil. Il en ressort pour le service une vision du besoin des jeunes en termes de relation éducative. Cette vision a donné lieu à une série de questionnements proposés aux étudiants dans **les écoles de travail social**, au cours d'une animation où des propos de jeunes sont diffusés. Les étudiants sont amenés à réfléchir à la réaction qu'ils pourraient avoir face à ces propos qui cherchent parfois à mettre en échec la relation, qui critiquent les institutions, ou qui heurtent les valeurs des travailleurs.

L'animation S'Tour est donc menée par l'équipe de Samarcande, directement et sans la présence de jeunes. Leurs propos sont choisis et utilisés mais ils ne participent pas à l'action en tant que telle.

L'animation est à destination des écoles supérieures de travail social et des étudiants en formation de travail social. Pour le moment, des futurs assistants sociaux et éducateurs des écoles Defré, ISFSC, IEPSCF - Uccle, Parnasse ont pu participer.

L'objectif de ces animations est d'amener une réalité éducative qui peut mettre les travailleurs sociaux en **déséquilibre**, pour réfléchir avec eux à leurs **valeurs et visions des jeunes**, qui les impactent lorsque s'investissent dans une relation éducative auprès d'un jeune. Sans vouloir être moralisateur, ce travail prend appui sur l'analyse que nous faisons de postures éducatives rencontrées dans différentes institutions. Il nous semble en effet que des considérations non éducatives guident parfois l'action et le discours des travailleurs sociaux, qui réagissent auprès des jeunes selon des étiquettes et des stéréotypes qu'ils apposent selon leur propre vision du monde. Des aspects culturels, sociaux, religieux, philosophiques qui appartiennent au travailleur ont selon nous tendance à s'exprimer au sein de la relation éducative, peut-être de manière plus assumée que par le passé.

Cette animation pourra à moyen terme s'adresser à d'autres adultes, d'autres professionnels en lien avec la jeunesse, pour assurer qu'une posture de prévention propre à l'épanouissement des jeunes se diffuse, et que les adultes professionnels entendent la parole des jeunes que nous récoltons de manière régulière et continue.

4- Plan d'action final : voir la note de synthèse

Ce plan d'action final reprend les actions qui seront effectivement mises en œuvre ces prochaines années : leur sujet problématique, leurs finalités sociales, leurs objectifs stratégiques, les stratégies d'actions qui les constituent, leur programmation dans le temps et la répartition du travail dans et autour de Samarcande. Il est décrit dans la note de synthèse jointe à ce document.

Voici pour conclure, à la page suivante, un dernier tableau reprenant les différents items mis à jour lors de la construction de ce diagnostic social.

On peut dire ceci des 4 actions décidées :

- L'action A prend racine dans les hypothèses d'action 2, 3 et 8, et donc cherche à répondre aux problématiques abordées dans les sujets 1, 3, 13 et 17.
- L'action B prend racine dans les hypothèses d'action 2 et 3, et donc à chercher à répondre aux problématiques abordées dans les sujets 3, 9, 11, 12, 13 et 17.
- L'action C prend racine dans les hypothèses d'action 4 et 7, et donc cherche à répondre aux problématiques abordées dans les sujets 9, 12 et 15.
- L'action D ne prend pas racine dans une hypothèse définie ici car elle cherche à répondre directement aux idées émises aux sujets 1, 3, 11 et 17.

Les fondamentaux et les premières pistes stratégiques se retrouvent dans la trame générale de la réflexion sans être connectés points par points et de manière mécanique aux sujets, hypothèses et actions.

Les sujets évoqués dans la phase de prospection puis dans la phase d'analyse n'ont pas tous donné lieu à une action au final. On constate que Samarcande s'intéresse en premier lieu, dans ce diagnostic social, aux sujets qui relèvent des conditions culturelles de l'existence.

| 4 actions (pp 39, 41, 43 et 45) | 11 hypothèses (pp 27 à 37) | 17 sujets de travail (pp 17 à 26) | Etat des lieux (pp 1 et 12) |
|------------------------------------|---|---|--|
| A - Sexualités et genres | 1 - Intégrer les sujets dans l'accompagnement éducatif | 1 - Repli sexuel | Fondamentaux |
| B - Identités décoloniales | 2 - Créer des émissions radio sur les sujets | 2 - Décrochage scolaire | Le collectif |
| C - Cellule Droits des Jeunes | 3 - Activités collectives culturelles quant aux sexualités et genres et aux identités | 3 - Relations familiales et reproduction sociale | L'approche socio-politique |
| D - S'Tour | 4 - Créer des événements culturels avec les jeunes | 4 - Accès à la pratique sportive | Les institutions doivent s'adapter aux jeunes |
| | 5 - Jobs étudiants, syndicat, cumul RIS | 5 - Rapports avec le CPAS | Le secret professionnel |
| | 6 - Créer un service d'accompagnement administratif | 6 - Jobs étudiants | Contre les visées sécuritaires |
| | 7 - Poursuivre la Cellule Droits des Jeunes | 7 - Logement | Contre l'étiquetage social |
| | 8 - Sensibilisation sexualités et genres | 8 - Accès aux droits, administrations qui se retirent | Le besoin d'expériences et de temps improductifs |
| | 9 - Créer une nouvelle trajectoire certifiante | 9 - Malentendu culturel | Un travail social peu institutionnalisé |
| | 10 - Créer une structure d'hébergement non mandatée | 10 - Mobilité internationale | Une approche orientée vers le respect des droits |
| | 11 - Essaimer la Banque de compétences des jeunes | 11 - Sentiment d'appartenance à la société | Pistes stratégiques |
| | | 12 - Modèle néolibéral unique | Participation des jeunes |
| | | 13 - Etiquette négative sur la jeunesse | Lutte contre les dominations |
| | | 14 - Contrôles de police | Travailler à court, moyen et long termes |
| | 15 - Sport dans l'espace public | Lutter contre le tournant sécuritaire | |
| | 16 - Climat | Faciliter les transitions | |
| | 17 - Zolaïsation | Créer du plaidoyer | |
| | | Refuser les catégorisations des jeunes | |
| | | Solliciter les réseaux autour de l'AMO | |
| | | Mettre partout une dose de réussite concrète accessible | |
| | | Développer une vision positive des jeunes | |